

Résolution : Assurer l'avenir de l'Europe - Organisons la solidarité maintenant !

Les syndicats européens de l'industrie appellent à une nouvelle offensive en matière de redistribution, destinée à augmenter la part salariale dans le revenu national et donc à lutter efficacement contre les effets de la crise économique et à pérenniser l'avenir des travailleurs en Europe.

Les effets de la crise sont dramatiques. Les politiques et les stratégies d'austérité, qui affaiblissent la démocratie et sont utilisées par les gouvernements et les institutions publiques pour combattre la crise, ont complètement échoué et aggravent davantage la situation des travailleurs.

Les institutions européennes et nationales estiment que les déséquilibres macroéconomiques sont principalement dus au niveau des salaires et des prestations sociales, qui est jugé trop élevé, ainsi qu'aux conditions de travail et aux conditions sociales. Dès lors, les mesures prises visent à :

- Réduire les salaires,
- Briser le pouvoir des syndicats en matière de fixation des salaires,
- Porter atteinte aux systèmes de négociations collectives et à attaquer l'autonomie des partenaires sociaux,
- Affaiblir la protection contre le licenciement en facilitant des emplois atypiques et en diminuant les préavis et les indemnités de licenciement dans le cadre d'une politique de 'flexicurity',
- Et à affaiblir les réglementations, les prestations sociales et les retraites.

Les conséquences sociales, qui varient d'un pays à l'autre, sont dévastatrices :

- Explosion des taux de chômage (les chiffres officiels actuels font état de plus de 26 millions de chômeurs et de plus de 48 millions de personnes en sous emploi en plus du non-emploi), et en particulier le chômage des jeunes, qui contraint un grand nombre de jeunes qualifiés à quitter leurs pays frappés par la crise,
- Détérioration des conditions de travail, et augmentation du travail précaire, de la sous-traitance, de la flexibilisation de l'organisation du travail et substitution des salaires par des formes de paiement variables,
- Baisse des salaires réels dans 18 des 26 Etats membres de l'Union européenne,

- Augmentation alarmante de la pauvreté dans toute l'Union européenne, en particulier parmi les femmes, les enfants, les migrants et les retraités, ainsi qu'une augmentation de la pauvreté au travail due à la précarisation croissante de l'emploi,
- Démantèlement de la démocratie suite au chantage exercé par « une alliance non-légitimée » (la Troïka) sur des gouvernements élus et par la destruction de droits sociaux tels que l'autonomie des négociations collectives ou les systèmes de sécurité sociale. A cela s'ajoutent certains gouvernements qui saisissent toutes les occasions d'imposer leur politique néolibérale contre les travailleurs en se servant les institutions européennes et/ou le FMI comme excuse.

Toutes ces mesures ignorent les grands défis de demain en matière d'emplois industriels en Europe, à savoir :

- Créer des emplois décents dans des industries innovatrices et durables au plan social et environnemental,
- Faire face aux évolutions démographiques et améliorer la qualité de vie au travail afin de s'assurer que de bonnes conditions de travail répondent aux besoins et aspirations des salariés,
- Augmenter les salaires pour relancer l'économie, garantir, reconstruire et améliorer les systèmes de protection sociale et pour reconnaître le travail et les travailleurs comme facteur premier de la vie économique et sociale.

Le pouvoir en place en Europe ne perçoit pas ces défis. L'Union européenne actuelle est une Union économique et monétaire, mais pas une Union pour la majorité des gens qui y vivent.

Dans le contexte de la crise économique et des mesures qui y sont liées, le pouvoir des syndicats ne cesse de diminuer. Les travailleurs, les représentations des travailleurs et les syndicats sont contraints de conclure des compromis qu'ils n'auraient jamais acceptés dans d'autres conditions, afin de garantir au moins une certaine forme d'emploi pour les travailleurs.

La mise en concurrence entre pays sur base des conventions collectives du travail, les stratégies nationales – et même les idées nationalistes – progressent, et les travailleurs sont constamment mis en concurrence les uns contre les autres.

Dans cette situation, la première tâche des syndicats consiste à regagner de la visibilité et du pouvoir, afin de lutter pour de meilleures conditions de vie et de travail pour les travailleurs en Europe. Les syndicats européens de l'industrie prônent une alternative : une Europe de la justice sociale pour tous les citoyens, et pas simplement au profit de quelques privilégiés. Notre rôle est de lutter pour des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et d'assurer des conditions de vie et de travail décentes.

Face aux problèmes européens collectifs, nous formulons des réponses européennes collectives :

- Des augmentations réelles de salaire sont utiles au plan économique et socialement responsables parce qu'une redistribution des revenus du capital vers les revenus des salaires est la meilleure manière d'assurer la relance économique. Le pouvoir d'achat dans les nouveaux Etats membres de l'UE doit en même temps être augmenté en supprimant les différences inacceptables en termes de salaires et de niveaux de vie par rapport aux anciens Etats membres de l'UE, et ce, évidemment sans diminuer les salaires et les niveaux de vie dans les anciens Etats membres de l'UE. Si nous n'y parvenons pas, le risque d'éventuels conflits entre citoyens d'anciens et nouveaux Etats membres augmentera, ce qui pourrait donner lieu à des dérives nationalistes et xénophobes.

Dans ce contexte, nous devons empêcher que les profits réalisés par les entreprises dans les nouveaux Etats membres soient redistribués de manière déséquilibrée aux maisons mères, puisqu'une telle redistribution sert de prétexte pour ne pas augmenter les salaires et les prestations des salariés dans les nouveaux Etats.

- Des mesures effectives pour augmenter la qualité des emplois en combattant les abus du travail à temps partiel, en limitant l'utilisation des contrats de travail temporaires, du travail intérimaire, des travailleurs détachés d'une part et en limitant l'augmentation de la flexibilité non choisie du temps de travail d'autre part.
- En période de crise, une politique active du temps de travail, destinée à assurer, créer et redistribuer l'emploi, peut être un instrument important et utile. Mais la politique en matière de temps de travail joue aussi un rôle essentiel dans des enjeux tels que la réduction du stress, l'amélioration de l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle et la gestion de la transition démographique.
- Nous encouragerons un débat ouvert sur une nouvelle politique du temps de travail, y compris une possible réduction du temps de travail et d'autres dispositifs de temps de travail. Les gains de productivité doivent être réinvestis dans l'intérêt des travailleurs et pas pour accroître les bénéfices.
- Les conventions collectives sont la meilleure protection des travailleurs. En général, elles offrent aux travailleurs de meilleures conditions que ce qu'ils auraient obtenu autrement. Nous rejetons cependant la stratégie de la Commission visant à décentraliser les négociations collectives. Au contraire, nous avons besoin de conventions collectives plus nombreuses et de meilleure qualité à tous les niveaux, que ce soit au plan de l'entreprise ou aux plans sectoriel, national ou transnational. Pour ce faire, il est indispensable de renforcer notre pouvoir de négociation autonome.

- L'économie européenne doit être basée sur des emplois décents pour les travailleurs, et pas sur la précarité. Les hommes et les femmes doivent être en mesure de gagner leur vie en travaillant et ne doivent pas se retrouver dans des emplois précaires et/ou mal payés. Des salaires décents doivent aller de paire avec une politique du marché du travail et sociale cohérente, qui soutient la demande et juggle la pauvreté.
- Nous refusons tout accord entre Etats qui favoriserait le dumping social, la remise en cause d'acquis et de droits sociaux nationaux au seul profit des multinationales.

En cette période difficile pour les nombreux travailleurs d'Europe, les syndicats européens de l'industrie doivent rester particulièrement unis. La solidarité ne s'affiche pas seulement par beau temps. Nous agissons ensemble, en particulier en ces temps de difficulté économique, et nous ne nous laisserons pas mettre en concurrence les uns contre les autres, ni au plan transnational ou sectoriel, ni au plan des entreprises.

Nous avons une longue tradition en matière d'organisation de la solidarité. Nous devons en faire une politique sociale et une politique de négociations collectives solidement ancrées, capables d'apporter des solutions communes aux conflits transfrontaliers. C'est notre mission d'organiser cette solidarité.

Finalement, notre solidarité est la base sur laquelle construire les rapports de force nécessaires pour concrétiser nos propositions auprès du monde patronal et politique.

Résolution adoptée par le Comité exécutif d'industriAll Europe Executive Committee en novembre 2014

(This resolution was first debated and approved at the industriAll Europe Collective Bargaining and Social Policy Conference "Negotiating our future! Trade union strategies in times of economic crisis" held in Vienna on 12-13 June 2014)

Conférence « Négociations collectives et politique sociale »

Vienne, 12-13 juin 2014

« Négocier notre futur ! »

Stratégies syndicales dans un contexte de crise économique